

Fonctionnement de l'information

- En 2019, les centres de communication et d'information (SICAD/CIC) ont répondu à plus de 3 millions d'appels d'urgence.
- Au sein des carrefours d'information d'arrondissement (SICAD/CIA), quelque 390 policiers participent quotidiennement à la collecte et à l'analyse de données et d'informations policières afin d'apporter une valeur ajoutée à leurs collègues sur le terrain.
- Pas moins de 168 206 citoyens ont pris part à l'édition 2018 du Moniteur de sécurité, un record absolu et un énorme défi pour le traitement et l'analyse des résultats publiés en juillet 2019.

Kiosque d'information pour la saisie unique des données d'identification

Le Kiosque d'information (KIK) est une interface grâce à laquelle les policiers, sur base d'une saisie unique de données d'identification, utilisent différents systèmes d'information pour accomplir leurs tâches.

En 2018, l'accès au KIK a été étendu aux services de proximité et d'intervention, ce qui a fait passer, en un an, de 25 000 à 28 000 le nombre de PC ayant accès au KIK.

Fin 2019, la Police Intégrée comptait 34 000 PC dotés d'un accès au KIK.

Un rôle-clé des arrondissements

En matière de gestion de l'information opérationnelle, le niveau arrondissemental joue également un rôle-clé grâce aux services d'information et de communication de l'arrondissement (SICAD). Les SICAD résultent de la fusion des centres d'information et de communication provinciaux (CIC), qui réceptionnent et traitent les appels d'urgence 24h/24, et des carrefours d'information d'arrondissement (CIA), véritables centres névralgiques de la gestion de l'information policière.

Nombre d'appels dans les CIC

Urgent	2018	2019
Flandre occidentale	217 454	212 201
Flandre orientale	248 776	250 749
Anvers	318 490	317 192
Limbourg	161 753	161 753
Brabant flamand	168 540	183 194
Bruxelles	442 899	443 932
Brabant wallon	80 772	82 922
Hainaut	471 468	462 495
Namur	146 927	155 594
Liège	358 335	358 335
Luxembourg	67 851	69 15
Total	2 683 265	2 704 931

Flandre orientale	10 749	10 558
Anvers	98 346	98 787
Limbourg	15 942	16 506
Brabant flamand	20 197	18 680
Bruxelles	32 534	35 312
Brabant wallon	16 860	18 744
Hainaut	13 936	16 374
Namur	15 511	15 493
Liège	71 454	77 912
Luxembourg	18 936	19 541
Total	327 748	340 509

Total	2018	2019
Flandre occidentale	230 737	224 781
Flandre orientale	259 525	261 307
Anvers	416 836	415 979
Limbourg	177 695	178 179
Brabant flamand	188 737	201 874
Bruxelles	475 433	479 244
Brabant wallon	97 632	101 688
Hainaut	485 404	478 869
Namur	162 438	171 087
Liège	429 789	443 476
Luxembourg	86 787	88 956
Total	3 011 013	3 045 440

Présentation CIC SICAD



Gestion de l'information policière

Les CIA au sein des SICAD constituent les véritables pierres angulaires de la gestion de l'information policière de la Police Intégrée. On y collecte, analyse et retravaille les données et informations policières afin d'en extraire une plus-value pour le travail de terrain. Comment ? En établissant des recoupements et des liens, en identifiant de nouveaux phénomènes ou tendances criminels ou sécuritaires, en aidant à orienter les actions policières et en s'assurant du flux des données et informations auprès des services de police qui en ont besoin pour l'exécution de leurs missions.

En 2019, quelque 390 membres du personnel de la Police Intégrée travaillaient à la gestion de l'information policière opérationnelle dans les CIA, contre 344 en 2018.

Au niveau central, la Direction des opérations de police judiciaire (DGJ/DJO) et la Direction des opérations de police administrative (DGA/DAO) s'attellent spécifiquement à la gestion de l'information policière. L'an dernier, DJO a disposé de 61 personnes pour remplir cette fonction, contre 60 en 2018. Quant à DAO, elle a pu compter sur 37 membres du personnel, contre 40 en 2018. DAO et DJO forment, avec le *Single Point of Operational Contact* (SPOC) de la Direction de la coopération internationale (CGI), le Point de contact national (PCN), un service de permanence 24/7.

Nouvelle version du système de dispatching ASTRID

L'année passée, le système de dispatching pour les services de police a poursuivi sa migration, passant ainsi de la version 8 à la version 9. La modernisation de la technologie CAD (*Computer Aided Dispatching System*) a un impact sur le fonctionnement et l'organisation des services de police, en particulier les centres de communication et d'information des arrondissements (SICAD/CIC) de la Police Fédérale.

Après la migration de cinq CIC en 2018, un seul CIC a migré vers le CAD 9 en 2019. La migration des cinq autres CIC est prévue en 2020.



Success Story

Statistiques de criminalité approfondies grâce au Moniteur de sécurité

Comme chaque année, la Police Fédérale a publié au début du mois de juillet les [statistiques policières de criminalité de l'année écoulée](#), accompagnées cette fois du Moniteur de sécurité 2018. Cette publication vient parachever un important travail d'enquête, d'analyse et de synthèse de la part des analystes de la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI/BIPOL).

Entre mars et mai 2018, la police a organisé – pour la première fois depuis 10 ans – une nouvelle enquête de grande ampleur auprès de la population, portant notamment sur le sentiment d'(in)sécurité, la disposition à porter plainte, la victimisation et l'appréciation des services de police par la population belge, tant au niveau local (communes, zones de police) que fédéral. Pas moins de 168 206 citoyens ont pris part à ce Moniteur de sécurité, un record absolu !

Les résultats de cette enquête donnent davantage de profondeur aux statistiques policières de criminalité (en l'occurrence celles de 2018), car non seulement les chiffres sur les faits enregistrés sont analysés, mais aussi l'opinion de la population et des victimes de ces faits est prise en compte. Cela représente une mine d'informations, notamment pour les plans de sécurité à différents niveaux de politique.

Le Moniteur de sécurité est une initiative de la Police Fédérale, en collaboration avec la Police Locale, la Direction générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur et les communes.

Tous les chiffres sont disponibles sur www.stat.policefederale.be

Protection des données

La Police Fédérale a poursuivi en 2019 un ensemble d'activités en vue de se conformer aux réglementations en vigueur en matière de protection des données.

RegPol, le registre unique pour l'ensemble des traitements de la Police Intégrée est complété quotidiennement et compte pour l'heure +/- 2 400 traitements enregistrés. Un groupe d'experts en matière de protection des données composé de membres du service juridique (DGR/Legal), de la Direction de l'information et de l'ICT (DRI) ainsi que du service Information Security & Privacy Office du commissariat général (CG-ISPO) a presté environ 7 466 heures en 2019 afin :

- **d'adapter les réglementations et dispositions légales** : les nouvelles réglementations de l'UE en matière de protection des données ont nécessité d'adapter la loi sur la fonction de police (LFP) et la loi sur la Police Intégrée (LPI). Ces adaptations ont été publiées en juin 2019 au Moniteur belge ;
- **d'implémenter les processus et procédures** : tout au long de l'année, CG-ISPO a rendu des avis dans différents dossiers, dont les analyses d'impact sur la protection des données (*Data Protection Impact Analysis, DPIA*) relatives à la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation (ANPR) et FOCUS, ainsi qu'une évaluation Schengen/NSIS interne ;
- **de développer les connaissances** : en mars 2019, le service CG-ISPO a organisé deux journées thématiques (N et F) sur la protection des données, permettant à près de 300 membres du personnel de la Police Fédérale d'acquérir des connaissances sur ce thème.

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

[Archives](#)

[Rapport annuel 2018](#)

[Rapport annuel 2017](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

